

Interaction entre dimensions économique et institutionnelle de l'intégration régionale : l'expérience européenne

Sopanha SA

Service des Relations monétaires internationales

Philippe BONZOM

Direction des Relations internationales et européennes

Marc-Olivier STRAUSS-KAHN

Direction générale des Études et des Relations internationales

L'Union européenne constitue, de loin, l'exemple d'intégration régionale le plus avancé et fait donc souvent figure de référence pour les autres régions du monde. Pour son intégration, l'Europe a adopté une double approche, combinant à la fois élargissement (choix des partenaires) et approfondissement (choix d'initiatives communes). Toutefois, il n'existe pas de modèle unique d'intégration régionale et d'autres régions du monde ont développé des approches différentes.

Le présent article s'intéresse plus particulièrement aux expériences de l'Europe et de l'Asie. Il rappelle qu'en Asie, le processus d'intégration régionale a résulté de l'exploitation des complémentarités entre les productions nationales. En Europe, la dynamique d'intégration régionale a également été impulsée par les forces de marchés, sur la base de la substituabilité des consommations, mais elle a été parallèlement renforcée par des initiatives politiques et institutionnelles. L'intégration régionale en Europe a résulté, d'une part, d'un lien dynamique interactif (et non d'une simple relation de causalité) entre les dimensions économique et institutionnelle et, d'autre part, d'un processus endogène.

Cette étude montre que l'expérience européenne peut fournir un éclairage utile sur les stratégies d'intégration régionale. Par exemple, certaines conditions peuvent être nécessaires pour contribuer à renforcer le lien réciproque entre marchés et institutions. Un noyau dur de pays fondateurs (ou un pays ancre) peut servir de catalyseur au processus d'intégration régionale. Des niveaux de développement économique relativement similaires et des cycles d'activité synchronisés peuvent faciliter le processus. Les degrés de proximité géographique, politique et culturelle peuvent également jouer un rôle important.

Cet article conclut sur quelques enseignements de l'expérience européenne susceptibles d'intéresser l'Asie. Tout d'abord, le renforcement des institutions et mécanismes régionaux pourrait permettre d'accélérer le processus d'intégration régionale. Deuxièmement, des différences relativement significatives dans les niveaux de développement économique en Asie pourraient nécessiter la mise en place de certaines formes de transferts intra-régionaux afin d'assurer le soutien de l'ensemble des pays membres aux initiatives d'intégration régionale. Enfin, certaines étapes clés du processus pourraient être facilitées si était pris en compte le principe de « proximité », c'est-à-dire un rôle important et un fort engagement des institutions nationales dans la mise en œuvre des politiques communes.

Mots clés : intégration régionale, intégration économique,
Union européenne, zone euro, Asean, Mercosur, Nafta, zone franc,
commerce intra-régional, institutions, marchés, Pacte de stabilité
et de croissance, Eurosysteme
Code de référencement JEL : F15-F13

NB : Cet article est fondé, notamment, sur la présentation faite par la Banque de France au cours d'un séminaire du G 20 sur « L'intégration économique régionale dans un contexte de globalisation », dont les débats sont résumés dans un ouvrage publié par la Banque populaire de Chine et la Banque centrale européenne en mai 2005 (cf. bibliographie). Les auteurs ont bénéficié des données et commentaires fournis par les autres services de la Banque de France en charge des questions relatives à l'intégration régionale.

Le processus d'intégration européenne, qui a maintenant plus de cinquante ans, peut certainement être considéré comme le plus avancé au regard des autres initiatives régionales plus récentes. L'expérience européenne est largement fondée sur des progrès réalisés, en parallèle, dans la mise en place d'un cadre institutionnel et dans l'intégration des marchés. Ces dernières années, d'autres régions du monde, telles que l'Asie, l'Amérique latine et l'Afrique, se sont engagées dans des projets d'intégration régionale, mais leurs cadres institutionnels relativement limités n'ont pas conduit à un degré d'intégration économique aussi poussé qu'en Europe.

Si l'intégration économique peut être mesurée par des variables tant réelles (échanges de biens et services, mobilité des travailleurs) que financières (convergence des prix et des taux d'intérêt), l'intégration institutionnelle ne peut être appréciée que de manière qualitative. À cette fin, la présente étude utilise une définition large du terme « institutions », qui recouvre non seulement des organisations formelles et officielles, comme celles qui existent dans l'Union européenne (UE), mais qui inclut également des normes, règles et procédures qui peuvent aussi exister dans l'UE, ou des processus de décision et instances consultatives, à l'image de ce qui a été mis en place en Asie. Quels que soient les déterminants de l'intégration régionale (marchés ou institutions), une forte volonté politique des autorités et un large soutien du public sont essentiels pour assurer l'engagement des pays participants dans le processus.

Cet article étudie les dimensions économique et institutionnelle de l'intégration régionale. Il décrit, tout d'abord, les différents processus d'intégration régionale en Asie et en Europe. Il analyse, ensuite, le lien réciproque entre intégration économique et intégration institutionnelle, ainsi que la nature endogène du processus d'intégration. Enfin, il examine l'expérience européenne et s'attache à déterminer dans quelle mesure l'UE peut servir de référence pour d'autres régions, en particulier l'Asie, souhaitant emprunter la voie de l'intégration.

I | Quelle est la part des forces de marché et des initiatives institutionnelles ?

Cette section, qui s'appuie principalement sur les expériences de l'Asie et de l'Europe, examine le rôle des marchés (1|1) et des États ou institutions (1|2) dans le processus d'intégration régionale. Elle montre que, dans ces deux régions, l'intégration régionale a été impulsée par des considérations de marché, mais que, en Europe, des institutions régionales soutenues par une forte volonté politique ont facilité le processus.

I | I Quel rôle jouent les marchés ?

Complémentarité des productions : l'expérience asiatique

L'expérience asiatique montre comment des considérations de marché peuvent impulser un processus d'intégration régionale. En Asie, l'intégration économique a résulté de réseaux de production et d'échanges commerciaux entre opérateurs privés de marché. À l'origine de ce processus, dans les années quatre-vingt, le modèle économique de développement asiatique dit du vol des oies sauvages (*"flying geese"*) a joué un rôle clé : confrontées à la hausse des coûts au Japon, les entreprises japonaises ont transféré leur production vers les nouvelles économies industrialisées (NEI) : Hong Kong, la Corée du Sud, Singapour et Taiwan. Par la suite, avec le rattrapage à l'œuvre dans les NEI, la production a été délocalisée vers les quatre Dragons : Thaïlande, Malaisie, Indonésie et Philippines.

Le modèle asiatique du vol des oies sauvages a façonné l'organisation d'un réseau de production régional résultant des activités transfrontières des entreprises japonaises, qui ont su tirer profit des différences d'avantages comparatifs entre les pays de la région. Les complémentarités des processus de production ont eu tendance à favoriser les investissements directs étrangers (IDE) verticaux. Une telle organisation apparaît dès lors que les entreprises transnationales fragmentent leur processus de production au niveau régional (ou au niveau mondial). En conséquence, le commerce intra-régional en Asie a longtemps été

essentiellement constitué d'échanges *inter-branches* entre pays dissemblables. Toutefois, depuis le milieu des années quatre vingt, le processus de rattrapage économique au sein de la région a permis de développer les échanges *intra-branches* de biens intermédiaires : par exemple, textiles et matériel électronique.

La stratégie déployée par les sociétés japonaises transnationales a favorisé le modèle de développement économique de promotion des exportations des pays d'Asie (les NEI et les quatre Dragons). L'Amérique latine et l'Afrique ont adopté des modèles de développement fondamentalement différents. En Afrique, des marchés domestiques de taille limitée et des dotations factorielles similaires (matières premières et main-d'œuvre) ont empêché les spécialisations industrielles de se développer et ont donc restreint les échanges intra-régionaux. L'expérience des pays d'Amérique latine, après la seconde guerre mondiale, montre qu'une industrialisation orientée vers la substitution aux importations entrave le développement du commerce intra-régional (et mondial).

Substituabilité des consommations : le cas européen

En Europe, la relative homogénéité des niveaux de développement économique et la similarité des stades de production favorisent la substitution entre biens de consommation. Par conséquent, le commerce intra-régional repose sur des échanges *intra-branches* de produits finis (par exemple : appareils électroménagers et matériel de transport). Dans le passé, les entreprises européennes, contrairement aux entreprises japonaises, ont installé leurs sites de production dans des pays voisins en ayant recours à des IDE horizontaux pour accroître leur part de marché et contourner les barrières commerciales. Leur objectif consistait ainsi davantage à développer leurs marchés qu'à réduire leurs coûts de production.

La littérature récente (Aizenman et Marion, 2001) confirme que plus la spécialisation *inter-branches* (ou verticalement différenciée) est poussée, moins la sensibilité des secteurs industriels aux fluctuations de change est forte. Dans un processus de production vertical (comme, par exemple, en Asie), la substituabilité limitée des différents stades de production conduit à une structure « rigide » de la production. Par conséquent, il est peu probable qu'une

volatilité des taux de change ait une forte incidence sur le processus de production. En Europe, le processus de production étant horizontal, la similarité des activités de production dans les différents pays permet une certaine flexibilité. Dès lors, une forte fluctuation des taux de change est susceptible d'entraîner une délocalisation des stades de production vers les pays les plus compétitifs. La volatilité des taux de change inciterait également les consommateurs à procéder à des substitutions entre biens de consommation, en délaissant le produit d'un pays pour se reporter sur un produit analogue provenant d'un autre pays. Par conséquent, le degré plus élevé de sensibilité de la production et de la consommation aux évolutions de change en Europe a rendu d'autant plus nécessaire la stabilité des taux de change, puis l'adoption d'une monnaie unique.

Une première étape : les accords de libre-échange et le mode intergouvernemental

En Asie, le processus d'intégration régionale impulsé par les forces de marché repose sur des accords commerciaux régionaux (ACR) dits accords de libre-échange, régis selon le mode intergouvernemental. Ce dernier est une méthode de prise de décision en vertu de laquelle les pays membres ne renoncent pas à leur souveraineté et conservent un droit de veto sur l'application des accords régionaux. Les pays membres se réunissent régulièrement, mais peu fréquemment, au niveau ministériel pour discuter de questions d'intérêt commun, sans toutefois être contraints par des règles communes. Trois principes caractérisent cette approche : le caractère consensuel des prises de décisions, la non-ingérence dans les affaires nationales et la prise en considération des besoins spécifiques des pays membres (Nye, 1971 ; Moravcsik, 1995, 1991).

Une compilation du nombre de réunions tenues en 2004 au niveau des chefs d'État et de gouvernement, des ministres et des gouverneurs de banques centrales (tableau 1) montre que les représentants des pays membres de l'UE, qui ont été bien au-delà des accords de libre-échange et de l'intergouvernemental, se réunissent au moins trois fois plus que leurs homologues asiatiques. Ce constat confirme que le processus d'intégration régionale en Europe est beaucoup plus large, en termes de politiques concernées, qu'en Asie, notamment.

Les ACR constituent la forme la moins avancée d'intégration régionale parmi les cinq étapes successives recensées par Balassa dans son article de référence (1961), à savoir : zone de libre échange, union douanière, marché commun, union économique et union politique. Dans le cadre de tels ACR, les pays membres mettent en œuvre des politiques commerciales « discriminatoires » en supprimant les droits de douane et les quotas au sein de la zone. En Asie, la zone de libre-échange de l'Asean (Afta), créée en 1992, devrait être achevée en 2007. En Amérique latine, ainsi que dans le cadre de l'Alena (qui peut être considéré comme un accord « Nord-Sud » entre économies avancées et un pays émergent), les pays membres adoptent, vis-à-vis du processus d'intégration régionale, une forme de collaboration comparable à celle des pays asiatiques. L'Alena, créé en 1994, devrait être pleinement effectif en 2008-2010. Le succès remporté par les ACR en Europe, en Amérique latine et du Nord et en Asie reflète les avantages d'un renforcement de l'intégration régionale pour les pays partenaires. Le regain d'intérêt porté, ces dernières années, aux ACR a constitué une réaction face à l'émergence de risques économiques et financiers liés à la mondialisation. Ces accords tendent également à se généraliser à l'ensemble des régions, en raison, entre autres, des difficultés rencontrées par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour promouvoir la libéralisation des échanges au niveau mondial.

Le recours aux ACR en tant que première étape de l'intégration économique régionale présente

deux caractéristiques intéressantes. Premièrement, l'intégration économique régionale concerne des pays proches géographiquement, ce qui confirme les théories développées en économie spatiale : selon les modèles de gravité (Frankel, 1997 ; Soloaga et Winters, 1999), plus la taille des économies des partenaires commerciaux est grande et plus la distance géographique qui les sépare est faible, plus le volume d'échanges commerciaux sera important. Deuxièmement, en Europe, en Asie et en Amérique latine, les initiatives en matière d'intégration régionale ont reposé, au départ, sur les échanges de biens. Le processus a ensuite été étendu aux échanges de services et de flux financiers : investissements directs étrangers et investissements de portefeuille. Le processus régional évolue des échanges les plus tangibles vers les moins tangibles : des biens vers les flux financiers. Dans ce contexte, les autorités nationales ont également de plus en plus de difficultés à contrôler les activités transfrontières des acteurs privés et tendent à vouloir recouvrer une souveraineté (collective) au niveau régional.

Toutefois, ces ACR peuvent rencontrer certaines limites. Premièrement, ils peuvent, d'eux-mêmes, échouer car ils n'envisagent pas directement la possibilité de tensions politiques et d'un manque de confiance entre pays membres. Deuxièmement, des institutions faibles et l'absence de mécanismes adéquats de mise en application de ces accords limitent, en pratique, leur portée. En fait, les progrès sont partiellement déterminés par le rythme du plus faible (et/ou du plus lent) des pays membres dans la mise en œuvre des initiatives communes. La crise asiatique de 1997 a montré les limites de ce mode flexible d'intégration régionale et a mis en évidence le manque de coordination entre les pays de la région en matière de défense des monnaies nationales.

Tableau I Nombre de réunions régionales en 2004

Région (a)	Chefs d'État et de gouvernement	Ministres	Gouverneurs de banque centrale
UMEOA	1	11	4
CEMAC	2	7	4
UE (1997) (b)	3	80	10
UE (2004)	5	76	28
ANSEA	3	28 (c)	1
ALENA	0	2	0
MERCOSUR	2	16 (d)	2

(a) Cf. le glossaire des termes régionaux et sigles en annexe 1

(b) Les chiffres de 1997 sont également mentionnés pour indiquer la fréquence des réunions avant la mise en place de l'euro.

(c) Inclut les retraites des ministres.

(d) Estimation sur la base du nombre de réunions tenues au cours du premier semestre 2005

Sources : Secrétariats des différentes organisations régionales

I | 2 Quel rôle jouent les États et les institutions ?

La dynamique politique

Il convient d'admettre que l'expérience européenne pourrait sembler contredire les théories relatives à l'intégration régionale, selon lesquelles la symétrie des chocs macroéconomiques potentiels, les complémentarités entre spécialisations industrielles et la flexibilité du marché du travail constituent des

conditions préalables et indispensables pour garantir une intégration régionale soutenable (Mundell, 1961). Ces conditions n'étaient que partiellement remplies par les membres fondateurs du projet européen. Toutefois, ces obstacles initiaux ont pu être surmontés grâce, notamment, à une volonté politique très affirmée et à des accords institutionnels adaptés. En revanche, au sein d'autres cadres régionaux plus récents (Ansea, Alena), cet engagement politique est manifestement moins présent et le cadre institutionnel y est moins développé, du moins au début du processus d'intégration.

Le projet européen d'intégration régionale est issu d'un contexte politique et économique particulier. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, la France et l'Allemagne avaient un double objectif : prévenir la répétition des conflits armés antérieurs et organiser la coopération dans des secteurs économiques essentiels, tels que le charbon et l'acier, l'agriculture et le commerce. Au cours des années soixante, le projet européen était également perçu comme une réponse à l'hégémonie américaine et à l'influence croissante de l'Union soviétique. L'existence d'objectifs communs, soutenus par une forte volonté politique, avec deux de ses principaux membres fondateurs (la France et l'Allemagne) comme moteurs, a été essentielle pour garantir les progrès du processus d'intégration. Par conséquent, l'UE dispose de davantage d'institutions supranationales¹ et de politiques communes que tout autre cadre régional. En revanche, l'objectif premier de l'Ansea, créée en 1967, consistait à surmonter l'isolement mutuel après l'époque coloniale et à construire une identité asiatique avec des objectifs de sécurité communs. L'idée d'une intégration économique régionale n'est apparue qu'ultérieurement, avec le Plan d'action adopté à l'issue du Sommet de Hanoï, en 1998.

De l'intergouvernemental au supranational

Parallèlement au mode de gouvernance intergouvernemental, l'Europe (et, dans une certaine mesure, la zone franc) a adopté le mode supranational, processus de prise de décision en vertu duquel les États membres acceptent de transférer et de partager une partie de leur souveraineté.

Ce mode supranational est plus contraignant que l'intergouvernemental, dans la mesure où les pays membres s'engagent à respecter les règles communes qui ont été adoptées (Stone Sweet et Sandholtz, 1998). Dans un cadre intergouvernemental, les décisions sont prises à l'unanimité alors que, dans un cadre supranational, elles font l'objet d'un vote à la majorité qualifiée. Les pays s'accordent sur des calendriers ambitieux, mais réalisables, pour la mise en œuvre de politiques communes et la création d'institutions régionales. La mise en place d'institutions peut être considérée comme un facteur facilitant le processus d'intégration, mais ne peut, à elle seule, garantir son bon fonctionnement et son efficacité. Ainsi, la création de la zone franc a suivi une logique inverse de celle de l'UE : l'introduction d'une monnaie unique, le franc CFA, a précédé le développement des échanges commerciaux. Or, cet exemple montre que l'instauration d'institutions monétaires supranationales et l'adoption d'une monnaie unique peuvent ne pas forcément entraîner, par elles-mêmes, une intégration économique poussée si d'autres conditions ne sont pas réunies (par exemple, en Afrique, un degré minimal de complémentarité des spécialisations industrielles).

Outre les institutions, des règles et des procédures communes peuvent jouer un rôle essentiel dans l'accélération du processus d'intégration, notamment dans le cadre d'une union monétaire. L'Union économique et monétaire européenne (UEM) constitue, à cet égard, un exemple où des règles communes, à savoir le Pacte de stabilité et de croissance (PSC), ont été conçues pour garantir une discipline budgétaire. Le fait d'imposer une discipline aux politiques économiques nationales est indispensable pour empêcher un État membre de faire cavalier seul et d'enregistrer des déficits excessifs susceptibles d'accroître la prime de risque sur les taux d'intérêt à long terme de l'ensemble des États membres. Ces règles communes facilitent la surveillance multilatérale et renforcent la « pression des pairs ». Cependant, le PSC ne rentre pas, à proprement parler, dans la catégorie des règles dites « strictes » (« *hard rules* »). En premier lieu, les États membres n'abandonnent pas leur souveraineté en matière de politique budgétaire nationale. En second lieu, le Pacte repose essentiellement sur des principes de bonne gestion² et des procédures permettant de

¹ Parlement européen, Commission européenne, Cour de justice européenne, Banque centrale européenne

² Le PSC comprend des composantes préventive et dissuasive. Le volet principal consiste en une surveillance régulière et a pour objectif de prévenir les déficits budgétaires excessifs, supérieurs à la valeur de référence de 3 % de PIB. Le volet correctif impose des mesures immédiates en cas de dépassement de la valeur de référence.

les mettre en œuvre ; mais les cas de la France et de l'Allemagne en 2003 ont mis en exergue deux points faibles du PSC, à savoir l'inefficacité de ses mécanismes d'application et l'insuffisance du degré d'« appropriation » par les pays membres (Annett, Decressin, Deppler, 2005).

Pour passer de l'intergouvernemental au supranational, les responsables politiques nationaux doivent s'accorder sur des objectifs communs d'intégration régionale et leur donner une priorité dans leurs délibérations domestiques. Parallèlement, l'existence d'institutions nationales robustes et indépendantes, dédiées au processus d'intégration régionale, peut contribuer à atteindre ces objectifs politiques. En effet, si le processus d'intégration régionale doit être décidé par les responsables politiques, il est mis en œuvre, au niveau national, par des techniciens qui développent un réseau de procédures. S'agissant de l'UEM, par exemple, la création de l'Eurosystème, qui comprend la Banque centrale européenne et les douze banques centrales nationales de la zone euro, illustre l'aspect décentralisé d'une structure régionale de ce type, dotée de racines nationales³. Un tel système peut « agir localement » (c'est-à-dire mettre en œuvre la réglementation commune au niveau national), tout en ayant une « vision régionale » (c'est-à-dire échanger des informations et coordonner des points de vue de façon régulière au niveau régional) pour « être un acteur sur le plan mondial » (c'est-à-dire participer aux grandes décisions internationales) (Strauss-Kahn, 2003).

Pour être couronné de succès, ce modèle institutionnel d'intégration régionale doit, en premier lieu, garantir l'implication de l'ensemble des participants dans les processus de consultation préalable, la transparence du processus de prise de décision supranational et la responsabilité des institutions régionales. En second lieu, la création d'institutions supranationales devrait s'accompagner d'une culture acceptant la « pression des pairs » entre États membres. La mise en place d'institutions fortes, crédibles et indépendantes, et la diffusion au public des recommandations et conclusions formulées par les pays membres sur chacun d'entre eux contribuent à renforcer cette pression des pairs.

Une autre approche :

la surveillance ou la coopération régionale

En l'absence d'engagement politique fort et à défaut d'une intégration régionale poussée, des mécanismes de surveillance régionale ont été développés dans d'autres régions où les pays sont encore réticents à abandonner une partie (additionnelle) de leur souveraineté. En Asie, par exemple, l'initiative de Chiang Mai (2000), mise en place à l'issue de la crise financière dans la région, constitue un fondement pour l'élaboration d'un mécanisme efficace de surveillance régionale ou d'un « dialogue politique », susceptibles de contribuer à une intégration économique plus poussée, notamment dans les domaines monétaire, de l'investissement et du commerce. Le processus de surveillance est basé sur les principes de « pression des pairs » et de l'intérêt mutuel. Les pays membres de l'Asean + 3 (c'est-à-dire l'Asean plus la Chine, la Corée du Sud et le Japon) échangent entre eux leurs points de vue concernant les évolutions macroéconomiques et financières de la région, et identifient les vulnérabilités ainsi que les réponses appropriées en termes de politique économique. Dans le cadre du processus de surveillance régionale, ils développent également un système régional d'alerte pour la prévention des crises. En Afrique, les banques centrales supranationales (la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest et la Banque des États de l'Afrique centrale) sont à l'origine de mécanismes de surveillance régionale régis par, respectivement, la Commission de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa) et le Secrétariat général de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac). Ces organes suivent un certain nombre d'indicateurs de convergence économique que les pays membres doivent respecter dans un délai fixé⁴.

Il convient de signaler qu'une *coopération régionale* (qui peut être considérée comme encore moins ambitieuse que la surveillance) a été développée dans certaines régions. Par exemple, en Amérique centrale, le Conseil monétaire centraméricain (CAMC) et, en Asie, le Groupe des banques centrales et des autorités monétaires d'Asie de l'Est et du Pacifique

³ Ailleurs, dans cet article, la décentralisation est également évoquée au travers du principe de proximité (qui n'est pas lui-même sans lien avec le principe dit « de subsidiarité » selon lequel une action régionale ne doit intervenir que si les objectifs visés ne peuvent être correctement atteints par une action nationale).

⁴ Ce type de « surveillance régionale » doit être cohérent avec les consultations régionales effectuées par le FMI au titre de l'article IV (zone euro, Union monétaire des pays des Caraïbes de l'Est, Uemoa, Cemac, par exemple).

(Emeap) constituent des forums permettant aux banques centrales de partager des informations et d'échanger leurs points de vue concernant les évolutions monétaires et financières de la région.

2| Dans quelle mesure ces approches sont-elles complémentaires ?

Cette section analyse la relation entre intégration économique et intégration institutionnelle en étudiant le lien de *causalité* ou d'*influence réciproque* entre ces deux dimensions (2|1). À partir de l'expérience européenne, elle examine ensuite le caractère *endogène* du processus d'intégration régionale impulsé par les forces de marché et les dispositifs institutionnels (2|2).

2|1 Quel degré d'interaction et de causalité ?

Trois éléments permettent d'établir une distinction entre un processus d'intégration régionale induit par les forces de marché ou fondé sur des arrangements institutionnels : vitesse, champ d'application et cohérence.

La vitesse correspond au délai nécessaire au déroulement du processus d'intégration régionale. Un processus d'intégration impulsé par les forces de marché est généralement plus lent, dans la mesure où il nécessite que les agents économiques aient (et perçoivent) des perspectives de gains importants du fait de leur participation au processus. En traitant immédiatement des questions afférentes au commerce, au transport et à d'autres domaines, et en établissant un calendrier et des délais stricts pour la mise en œuvre, au niveau national, des politiques communes, un cadre institutionnel peut s'avérer plus efficace et stimuler le processus d'intégration, à la condition que ce dernier soit bien expliqué au public et largement accepté par lui.

Le champ d'application fait référence aux domaines dans lesquels l'intégration régionale est envisagée. Lorsque le processus émane des institutions, son champ d'application est en général beaucoup plus

large. La mise en place de dispositifs institutionnels dans divers domaines (commerce, agriculture, services, investissement, sécurité, etc.), au sein desquels les pays membres sont susceptibles de coopérer, permet d'approfondir l'intégration régionale. Au contraire, dans un processus induit par les marchés, les agents économiques ayant intérêt à l'intégration régionale dans un domaine particulier ne sont souvent pas capables de (ou enclins à) favoriser une intégration à la même échelle dans d'autres domaines.

Enfin, la cohérence concerne les situations dans lesquelles le processus d'intégration régionale lui-même est susceptible de donner naissance à des conflits. Les agents économiques (producteurs et consommateurs) ont des intérêts divergents en matière de développement de leur part de marché ou d'accès au marché au sein de la région. Par exemple, les producteurs de secteurs compétitifs peuvent considérer qu'un cadre d'intégration régionale comporte des avantages, dans la mesure où il leur permet d'accroître leur part de marché. En revanche, les producteurs de secteurs non compétitifs subissent une pression concurrentielle accrue. Les règles établies au sein d'un cadre institutionnel permettent de mieux garantir une cohérence (et la possibilité d'une négociation) entre des intérêts divergents.

La relation entre l'intégration régionale *de facto* impulsée par les marchés et celle *de jure* menée par les États et les institutions est complexe. Les études empiriques qui ont analysé l'interaction ou la causalité entre ces deux approches sont peu nombreuses. Dorrucchi et al. (2002) tentent d'évaluer l'interaction positive entre intégration institutionnelle et intégration économique en Europe et en Amérique latine. Leur principale conclusion est que ces deux processus sont allés de pair en Europe. Un fort engagement politique, étayé par un cadre institutionnel solide, a contribué à l'approfondissement de l'intégration économique. Parallèlement, le degré d'intégration économique et monétaire auquel est parvenue l'UE a nécessité une plus forte intégration institutionnelle.

À cet égard, il n'est pas surprenant que le degré d'intégration économique ⁵ le plus élevé, qui est actuellement observé en Europe (tableau 2), corresponde au degré d'intégration institutionnelle le plus fort.

Cependant, ces résultats ne répondent pas entièrement à la question de la causalité puisque l'intégration institutionnelle en Europe, qui a commencé bien plus

⁵ Mesuré par la part du commerce intra-régional dans le commerce total

Tableau 2 Commerce intra-régional en 2003

(en pourcentage du commerce total)

Région	
UE 25 (a)	67
UE 15	62
ZONE EURO (12) (a)	52
ALENA (3)	45
ANSEA (10)	23
MERCOSUR (4) (b)	15
UMEOA (8) (c)	11
CEMAC (6) (c)	6

(a) 2004

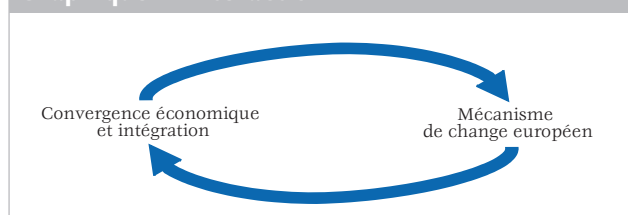
(b) Exclut les six membres associés.

(c) Les données sur l'Afrique tendent à être sous-estimées, en raison de l'importance du commerce informel dans la zone.

Sources : Statistiques du commerce international 2004 (OMC), Eurostat, Commission de l'UMEOA, calculs de la Banque de France

tôt que dans la plupart des autres cadres régionaux, explique sans doute, en partie, le degré plus élevé d'intégration économique observé pour cette zone. En fait, l'explication la plus probable est que les deux processus ont agi l'un sur l'autre, créant ainsi une relation dynamique et positive. En effet, le degré de convergence et d'intégration économiques déjà atteint en Europe au milieu des années soixante-dix (avec un ratio de commerce intra-régional représentant alors 66 % du commerce total) a nécessité une plus grande stabilité des taux de change, rendue possible par la mise en place d'un cadre institutionnel : après plusieurs tentatives au début des années soixante-dix, le mécanisme de change européen — MCE — a été instauré en 1979. À son tour, la stabilité des taux de change a incité les agents économiques à être plus vigilants quant aux facteurs réels de la compétitivité (gains de productivité, qualité, etc.) et à renforcer leurs liens transfrontaliers, favorisant ainsi la convergence et l'intégration économiques. Les autorités publiques des différents pays ont été, quant à elles, encouragées à renforcer la stabilité des taux de change en mettant en œuvre des politiques économiques plus similaires, qui ont également contribué à la convergence et à l'intégration (graphique 1).

Graphique 1 Interaction



2 | 2 Quel degré d'endogénéité ?

L'expérience européenne illustre aussi la notion d'endogénéité, à savoir la dynamique *interne* du processus même d'intégration régionale. Avec le temps, les institutions sont appelées à se renforcer : par exemple, la Haute autorité du charbon et de l'acier devenue la Commission européenne ou bien le Comité européen des gouverneurs de banques centrales remplacé par l'Eurosystème. Par ailleurs, les marchés gagnent en profondeur et concernent aussi bien les échanges commerciaux que les flux financiers. Avec l'intensification de l'intégration économique et financière, il devient nécessaire de renforcer les mécanismes institutionnels. Par conséquent, le processus d'intégration régionale s'approfondit.

Le euro illustre bien l'aspect endogène de l'intégration régionale. Padoa-Schioppa (2004) montre que le besoin de monnaie unique s'intensifie au fur et à mesure de l'approfondissement du processus d'intégration régional. Une description possible de la succession des événements en Europe est la suivante (graphique 2).

Le Marché commun est l'exemple d'une initiative institutionnelle, prise en 1957, qui a renforcé la convergence réelle des économies. Mais le Marché commun est aussi, par essence, un ensemble d'agents économiques dont les intérêts ont ensuite joué dans le sens de la recherche d'une plus grande stabilité des changes et, donc, de la création du mécanisme de change européen. Ce dernier, créé aussi par une décision politique, a favorisé la convergence nominale et réelle qui a, elle-même, jeté les bases du projet de traité, dit « Acte unique », instaurant le marché unique intégré. Une fois cette nouvelle étape de l'intégration économique lancée, le besoin de stabilité des changes est apparu d'autant plus grand. D'où l'évolution institutionnelle constituée (sous condition expresse d'une convergence encore renforcée) par la mise en commun des souverainetés monétaires, la création de l'euro et de l'ensemble institutionnel fédéral chargé de l'émettre : l'Eurosystème. Or, cet acte, éminemment juridique et politique, de création d'une nouvelle monnaie et d'une nouvelle autorité indépendante a déjà eu, en six ans, des conséquences en termes de convergence réelle et d'intégration financière accrues, notamment.

Mais il existe bien d'autres manières d'illustrer les phénomènes d'endogénéité, nombreux et complexes,

[illegible]

En relation étroite avec ce phénomène d'endogénéité, les institutions elles-mêmes tendent également à favoriser l'apparition d'un cercle vertueux du processus d'intégration régionale. En premier lieu, elles fournissent une dynamique utile à la poursuite du processus d'intégration. Ce constat est un des aspects explorés par la théorie du néofonctionnalisme (Kahler, 1995 ; Mattli, 1999 et Moravcsik, 2005). Selon l'un de ses fondateurs, Haas (1964), trois mécanismes guident le processus d'intégration régionale : l'effet de contagion fonctionnelle, l'effet de contagion politique

En second lieu, les institutions régionales indemnisent les « perdants » de l'intégration : elles peuvent donc, par leur action, faciliter la convergence économique entre les pays membres. En Europe, si les divergences économiques ont été réduites au niveau national, elles s'accroissent, en revanche, au niveau des provinces et des régions. À la lumière de la nouvelle économie géographique (Krugman, 1991 ; Krugman et Venables, 1993), la théorie économique des zones urbaines

Monnaie unique

Marché commun

Marché unique

Pacte de stabilité et de croissance

Politique étrangère et de sécurité commune, accords de Schengen

explique que les entreprises ont tendance à concentrer leurs activités dans les grandes zones urbanisées afin de bénéficier de faibles coûts de transport et d'économies d'échelle : réseaux de communication, centres de recherche, main-d'œuvre qualifiée et loisirs pour leurs employés. Les entreprises tentent de s'implanter les unes auprès des autres pour avoir accès à des marchés plus vastes, dans la mesure où elles attirent davantage de fournisseurs et de clients ensemble qu'isolément. Cependant, ces effets d'agglomération sont susceptibles d'entraîner des effets de contagion négatifs (externalités), tels que l'encombrement dans les transports, la pollution, la hausse des coûts de logement en zones urbaines, la désertification des zones rurales, etc. La mise en place de fonds structurels nationaux peut corriger les divergences existant entre régions urbaines et rurales au sein d'un même pays. De la même manière, les fonds structurels régionaux peuvent faciliter le processus d'intégration régionale grâce à la mise en commun des ressources des pays membres les plus développés, afin d'aider les moins avancés à absorber les éventuelles conséquences négatives de l'intégration économique. Ce processus nécessite, en soi, un engagement politique, notamment de la part des pays membres contributeurs nets. À cet égard, on peut noter que les pays du Mercosur ont récemment décidé de renforcer le processus d'intégration régionale à travers la création d'un fond structurel similaire à ceux existant en Europe, afin de financer les investissements dans les régions pauvres.

L'identification de ce cercle vertueux et du phénomène d'endogénéité comme déterminants du processus d'intégration régionale comporte certaines limites. Premièrement, elle n'aborde pas le problème des « déséconomies » que l'approfondissement institutionnel est susceptible de faire naître. Henning (2005) souligne que la mise en place d'institutions régionales peut atteindre un stade de « rendements décroissants » : concurrence entre institutions supranationales créant des conflits entre institutions et prolifération d'institutions fragilisant la cohérence des politiques mises en œuvre. Par ailleurs, une seconde limite est que d'« autres ingrédients » nécessaires au développement du processus d'intégration régionale ne sont pas pris en compte dans ces approches. Ces éléments sont présentés dans la section suivante.

3| L'Europe : un exemple ou un modèle?

Il n'existe pas de façon unique de réaliser l'intégration régionale. L'expérience de l'UE est spécifique et n'est pas transposable à d'autres régions. De plus, il s'agit d'un processus évolutif qui a démarré, comme signalé précédemment, il y a plus de cinquante ans et dont le stade final n'a jamais pu être décrit entièrement. Pour ces raisons, l'Europe ne doit pas être érigée en modèle. L'expérience européenne semble montrer qu'au-delà de l'engagement politique, du rôle fondamental des institutions et des forces de marché, une série d'autres ingrédients peut jouer un rôle important dans le processus d'intégration (3|1). Par ailleurs, l'expérience européenne a reposé sur un élément clé, une approche séquentielle, par étapes, combinant à la fois élargissement et approfondissement (3|2).

3| I D'autres ingrédients sont-ils nécessaires ?

Un noyau dur de pays ou un pays ancre

En Europe, un noyau dur de pays (formé principalement autour de la France et de l'Allemagne) a clairement constitué un élément moteur des progrès réalisés dans plusieurs domaines clés (commerce, monnaie unique, défense, etc.). À plusieurs étapes du processus d'intégration européenne, la France et l'Allemagne ont joué un rôle décisif dans l'émergence d'institutions supranationales. Aucun de ces deux pays, de « taille » relativement similaire, n'aurait pu accepter un processus d'intégration régionale fondé sur une simple extension des politiques ou de la juridiction de l'un ou de l'autre ; d'où le besoin d'« inventer » des institutions supranationales (*i.e.* neutres) pour gouverner le processus d'intégration régionale.

Ceci ne contredit nullement le fait qu'un seul pays ancre puisse également jouer un rôle de catalyseur dans un domaine particulier du processus d'intégration. Par exemple, dans le contexte européen de recherche de stabilité des taux de change, dans les années soixante-dix, l'Allemagne s'est progressivement imposée comme le pays central, en

raison des performances de la Banque fédérale et des caractéristiques de sa politique monétaire : un objectif de stabilité des prix clairement affiché et un Comité de la politique monétaire indépendant. Toutefois, dans un souci de « neutralité », le cadre institutionnel créé pour mettre en place cet accord de change était délibérément établi avec des éléments supranationaux (procédures de prise de décision, écu, etc.).

Une telle configuration, avec un pays ou groupe de pays ancre(s), n'a pas toujours été trouvée ailleurs. En Afrique, aucun pays n'a été, sur le long terme, en mesure d'exercer un tel rôle. En Amérique latine, le Brésil, susceptible de jouer ce rôle, a parfois été perçu comme ambivalent à l'égard du Mercosur. Les États-Unis sont, de toute évidence, l'élément moteur de l'Aléna, mais leur poids prépondérant rend cette association très spécifique. En Asie, le Japon et la Chine possèdent une certaine légitimité pour prendre conjointement la tête du mouvement, mais leur volonté de renforcer l'intégration dans la région a suscité quelques doutes. Ces deux pays sont souvent davantage considérés comme des concurrents, avec des opinions divergentes sur l'intégration régionale, que comme des partenaires. Même la récente implication de la Chine dans le processus d'intégration régionale asiatique a été jugée moins importante que sa priorité actuelle en faveur de l'intégration mondiale, *via* la mise en place des règles demandées par l'OMC. L'influence grandissante de la Chine et l'importance relativement décroissante du Japon dans les échanges et les IDE de l'ASEAN risquent de créer un déséquilibre. Cependant, l'augmentation du commerce et des IDE du Japon vers la Chine, depuis la crise financière de 1997, a renforcé les liens économiques et financiers entre ces deux géants, et pourrait être à la fois un obstacle et un encouragement à la poursuite d'une intégration plus large au sein de la région.

Similarité des niveaux de développement économique et synchronisation des cycles

L'expérience européenne montre qu'un certain degré d'hétérogénéité, en termes de niveau de développement économique, ne représente pas un obstacle majeur. Cependant, un minimum d'homogénéité dans ce domaine permet évidemment de faciliter le processus d'intégration régionale. Dans

ce contexte, les économies asiatiques se caractérisent par des différences en termes de PIB par habitant supérieures à celles de toute autre région en cours d'intégration. D'après les données de la Banque mondiale, en 2003, sur la base de la parité des pouvoirs d'achat (en dollars de 2000), la différence de PIB par habitant entre le membre le plus riche de l'UE à 15 (le Luxembourg) et le plus pauvre (la Grèce) atteignait 312 %⁶. Au sein de l'Asean, elle s'élevait à 1 178 % environ entre le pays le plus riche (Singapour) et le pays le plus pauvre (le Cambodge) (tableau 3).

Par ailleurs, dans une union monétaire, une forte corrélation entre les cycles d'activité des pays membres rend les politiques macroéconomiques communes plus pertinentes. D'après une étude récente, les pays qui forment le « noyau dur » de l'UEM (Autriche, Belgique, France, Allemagne, Italie et Pays-Bas) présentent un degré élevé de synchronisation, alors que les pays « périphériques » de l'UEM (Finlande, Irlande, Portugal et Espagne) affichent une corrélation plus faible des cycles d'activité (Darvas et Szapary, 2004). En ce qui concerne l'Asie, depuis 1980, l'intégration économique et la synchronisation des cycles d'activité entre plusieurs pays d'Asie du Sud-Est (Hong Kong, Corée, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Taiwan et Thaïlande) se sont accrues (McKinnon et Schnabl, 2003).

Facteurs structurels

Par ailleurs, d'autres facteurs peuvent être considérés comme des déterminants du processus d'intégration régionale. L'absence relative d'infrastructures régionales (notamment de réseaux routiers et ferroviaires transfrontières) en Asie, en Afrique et en Amérique latine induit des coûts de transport élevés entravant le commerce intra-régional. En Europe, au cours des cinquante dernières années, des fonds spéciaux ont été affectés au développement de telles infrastructures.

En Asie, la coexistence de systèmes politiques différents, allant de la démocratie aux régimes autoritaires, risque d'empêcher les pays membres de prendre des engagements mutuels sur le long terme en matière d'intégration régionale. En Europe, on

⁶ En raison des particularités de l'économie luxembourgeoise (activité financière et nombre de travailleurs transfrontaliers), une comparaison plus significative pourrait être faite avec l'Irlande qui arrive en deuxième position des pays les plus riches de l'UE. Dans ce cas, l'écart est réduit à 139 % dans l'UE 6, 189 % dans l'UE 15 et 367 % dans l'UE 25.

Tableau 3 Disparités économiques régionales (2003)

Région	État membre le plus riche	PIB par habitant (a)	État membre le plus pauvre	PIB par habitant (a)	Différences (%)
UMEOA	Côte d'Ivoire	1 395	Guinée-Bissau	671	208
UE 6	Luxembourg	58 852	Italie	25 619	230
MERCOSUR (b)	Argentine	11 436	Paraguay	4 425	258
UE 15	Luxembourg	58 852	Grèce	18 850	312
ALENA	États-Unis	35 484	Mexique	8 661	410
CEMAC (c)	Gabon	6 043	Tchad	1 143	529
UE 25	Luxembourg	58 852	Lettonie	9 702	607
ANSEA (d)	Singapour	23 127	Cambodge	1 963	1 178

(a) Sur la base des parités de pouvoir d'achat (en dollars de 2000)

(b) À l'exception des six États membres associés

(c) Données non disponibles pour la Guinée équatoriale

(d) Données non disponibles pour le Myanmar

Sources : Indicateurs mondiaux du développement, 2005 (Banque mondiale) ; calculs de la Banque de France

considère que les États membres doivent être des démocraties, comme le montre la séquence des adhésions successives de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal et des pays d'Europe centrale et de l'Est en 1981, 1986 et 2004, respectivement.

Une langue et un héritage culturel communs peuvent, à l'évidence, faciliter le développement d'institutions communes et la diffusion de l'information. Cependant, les pays africains francophones et, à un certain degré, l'Amérique latine sont des contre-exemples montrant qu'un héritage historique ou même une langue en commun ne sont pas des conditions suffisantes pour réaliser une intégration régionale poussée. Au contraire, l'UE illustre le fait que des langues et, d'une certaine manière, des héritages culturels différents ne constituent pas un obstacle (notamment si ces différences sont prises en compte par le biais de la mise en œuvre du principe de « proximité », comme c'est le cas par exemple au sein de l'Eurosystème).

3|2 Quelle dynamique : élargissement/approfondissement ?

Différents objectifs peuvent être assignés à l'intégration régionale : la création d'un grand marché unique caractérisé par la libre circulation des biens, des services, des capitaux et du travail ; la mise en place d'un cadre de coordination de la politique

économique ; ou encore la création d'une union monétaire. Comme les objectifs varient, les moyens de les atteindre peuvent être différents. Le degré d'intégration institutionnelle dépend évidemment de la forme envisagée de l'intégration économique. Par exemple, un accord de libre-échange est compatible avec une institutionnalisation « souple », tandis qu'un marché unique et, plus encore, une union monétaire nécessitent un projet politique commun parce que les pays membres renoncent à une partie de leur souveraineté. Cependant, on est également en droit de supposer que l'objectif final peut ne jamais être clairement défini et peut évoluer au fil du temps. Dans le cas européen, cela n'a pas été un obstacle pour s'engager dans la voie de l'intégration régionale.

L'intégration régionale ne peut donc être analysée de façon statique, mais doit plutôt être perçue comme un phénomène dynamique. D'ailleurs, le processus d'intégration en Europe est généralement considéré comme séquentiel, dans le cadre d'une approche par étapes. À cet égard, l'expérience européenne est intéressante parce qu'elle conjugue élargissement (nombre de pays concernés) et approfondissement (les cinq étapes identifiées par Balassa) du processus d'intégration régionale.

L'élargissement fait référence à des situations dans lesquelles de nouveaux pays membres deviennent progressivement partie prenante du processus d'intégration. En Europe, l'intégration économique a commencé avec un petit nombre de membres fondateurs ayant des niveaux de revenu relativement comparables, et elle s'est ensuite progressivement étendue aux économies moins avancées d'Europe du Sud et de l'Est. Des élargissements successifs ont eu lieu en 1973, 1981, 1986 et 1995. En 2004, l'élargissement le plus important (en nombre de pays) a concerné dix nouveaux membres. Mais le statut de pays membre a toujours été accordé en appliquant le principe de l'« acquis communautaire », afin de préserver les règles adoptées par les membres déjà existants et d'assurer une certaine égalité des conditions de concurrence (« *level playing field* ») entre tous les pays membres. En Asie, l'intégration régionale a été construite, dès le début, sur un éventail plus large de pays, ayant des niveaux économiques hétérogènes. Les responsables politiques d'Asie et, dans une moindre mesure, d'Europe sont maintenant confrontés au défi de réaliser une intégration régionale soutenable, en dépit des divergences économiques existant entre les pays membres.

Cependant, la situation actuelle est différente de celle qui prévalait dans les années cinquante au début du processus d'intégration régionale européen. Dans un contexte de mondialisation croissante, l'intégration régionale contemporaine peut être considérée comme paradoxale. En raison de la « discrimination » qu'ils mettent *de facto* en place envers les pays non membres, les ACR ont souvent été suspectés de créer des effets de « détournement » plutôt que de « création » des échanges. Cependant, des études empiriques ont montré que les ACR provoquent davantage de création que de diversion d'échanges (annexe 2). En fait, l'intégration régionale peut être perçue comme un moyen de renforcer l'intégration à l'économie mondiale dans le cadre d'un « régionalisme ouvert » et, donc, comme un élément complémentaire de la mondialisation. En effet, un accroissement des liens commerciaux entre pays appartenant à un ACR peut renforcer leur capacité à participer au commerce mondial. De plus, la mise en œuvre de réformes structurelles, telles que les réductions et harmonisations tarifaires, les adaptations juridiques et l'harmonisation des systèmes fiscaux, est souvent plus facile dans un cadre régional et peut donc créer une dynamique plus favorable pour un programme plus ambitieux à l'échelle mondiale (par exemple, l'adhésion à ou les négociations au sein de l'OMC).

L'approfondissement fait, quant à lui, référence à des situations dans lesquelles les pays membres cherchent à renforcer l'intégration dans des domaines spécifiques (comme le commerce, la mobilité du travail, les mouvements de capitaux ou la monnaie). Cette tendance est compatible avec une approche graduelle. Par exemple, en Europe, les nouveaux accédants se sont toujours vus octroyer une période de transition pour mettre en œuvre les éléments de l'« acquis communautaire » les plus sensibles pour leurs

économies ou pour celles de leurs partenaires. En Asie, les pays membres les moins développés et les derniers entrants se voient également accorder davantage de temps pour remplir les objectifs communs. Cependant, une étape fondamentale telle que la création d'une monnaie unique ne peut participer de cette approche graduelle du processus d'intégration régionale. Dans ce cas, et même si des phases préparatoires doivent être prévues, il est nécessaire d'opter *in fine* pour une approche « par bond », car il est impossible de céder partiellement la souveraineté monétaire.

Le récent élargissement visant à intégrer de nouveaux États membres a accru la diversité et la complexité de l'UE. Dans ce contexte, le Traité constitutionnel, signé en juin 2004, a été conçu en vue d'établir un processus de décision plus efficace, plus simple et plus transparent. Mais le processus d'intégration régionale peut connaître des crises. De fait, des successions de crises et de progrès ont jalonné la construction européenne. En 1954, l'échec du projet de Communauté européenne de défense précéda la signature du traité de Rome en 1957 ; au début des années quatre-vingt, l'apaisement de la querelle autour du financement du budget européen a permis le lancement du projet du marché unique ; en 1989, les difficultés liées à la réunification allemande n'empêchèrent pas un accord sur le projet de monnaie unique.

Il apparaît également évident qu'avec la combinaison de l'élargissement et de l'approfondissement, le processus d'intégration régionale tend à impliquer de plus en plus d'individus et de plus en plus d'aspects de leur vie et de leurs activités. Dans ce contexte, il est important que les politiques communes, décidées au niveau régional, soient bien expliquées et mises en œuvre par des institutions crédibles au niveau national, conformément au principe de « proximité ».

L'expérience européenne illustre clairement que l'intégration régionale n'est pas fondée sur une relation de causalité entre l'intégration économique et institutionnelle, mais sur le caractère interactif de leur lien et sur un certain degré d'endogénéité du processus lui-même. L'intégration régionale est un phénomène dynamique qui ne dispose pas d'un « pilote automatique » pour assurer sa réussite. Les institutions, les agents économiques et, plus généralement, les citoyens évoluent naturellement au fil du temps, tout au long du processus. Dans ce contexte, l'Europe peut être perçue comme une référence pour les autres dispositifs régionaux et certainement pas comme un modèle absolu : des dispositifs différents, comportant différents degrés d'intégration, ont été mis en œuvre et continueront à l'être dans d'autres régions du monde.

Bien qu'il n'existe donc pas d'approche uniforme de l'intégration régionale, l'expérience européenne peut être riche d'enseignements pour d'autres régions, notamment pour l'Asie où le processus est en cours depuis quelque temps.

En premier lieu, l'existence (ou le renforcement) d'institutions ou de dispositifs institutionnels peut contribuer, à certaines étapes du processus, à accélérer l'intégration régionale en Asie. À cet égard, des institutions nationales solides constitueraient des bases sûres, en vue de leur extension et de leur fédération au niveau régional. En outre, le renforcement du dialogue régional favoriserait la dynamique politique en faveur de l'intégration.

En second lieu, étant donné l'aspect plus hétérogène du regroupement économique en Asie, la mise en place de certaines formes de transferts régionaux pourrait être essentielle pour assurer la pleine adhésion de tous les pays membres au processus d'intégration régionale et pour, in fine, réaliser une intégration économique profitable et soutenable pour tous les pays membres.

En conclusion, les deux approches examinées dans cette étude (intégration impulsée par les forces de marché et/ou induite par les institutions) peuvent être réconciliées en concevant l'intégration régionale comme un processus répondant à une demande exprimée par les agents économiques et les marchés et à une offre émanant des États. Il doit y avoir une demande de la part des agents économiques pour un approfondissement de l'intégration régionale. Les marchés régionaux doivent être de dimension importante, afin d'offrir aux agents économiques la possibilité de réaliser des économies d'échelle ; par ailleurs, les économies nationales impliquées dans le processus doivent avoir un certain degré de complémentarité afin de servir les intérêts économiques des producteurs et des consommateurs. Du côté de l'offre, les responsables politiques doivent avoir la volonté de satisfaire la demande des agents économiques tout au long du processus. Une impulsion politique domestique et une bonne combinaison d'institutions nationales et régionales mettant en œuvre le principe de « proximité » peuvent contribuer à faciliter le processus d'intégration régionale.

Bibliographie

Aizenman (J.) et Marion (N.) (2001)

"The merits of Horizontal versus Vertical FDI in the presence of Uncertainty", NBER, Document de travail, n° 8631, décembre

Annett (A.), Decressin (J.) et Deppler (M.) (2005)

"Reforming the Stability and Growth Pact", Fonds monétaire international, Policy Discussion Paper, n° 05/2, février

Balassa (B.) (1961)

"The Theory of Economic Integration", Irwin, Homewood, Illinois

Baldwin (R.E.) et Venables (A.) (1994)

"Regional Economic Integration", Handbook of International Economics, vol. III, édité par G. Grossmann et K. Rogoff

Banque centrale européenne (2004)

« L'intégration économique dans différentes régions hors Union européenne », Bulletin mensuel, octobre

Banque centrale européenne et Banque populaire de Chine (2005)

"Regional Economic Integration in a Global Framework", mai

Blomström (M.) et Kokko (A.) (1997)

"Regional Integration and Foreign Direct Investment", NBER, Document de travail, n° 6019

Coe (D.) et Moghadam (R.) (1993)

"Capital and trade as engines of growth in France: An Application of Johansen's cointegration methodology", Fonds monétaire international, Staff Papers n° 40, p. 542-566

Commission européenne (1990)

"One Market, One Money: An Evaluation of the Potential Benefits and Costs of Forming an Economic and Monetary Union", European Economy, n° 44, octobre

Corden (M.W.) (1972)

"Economies of scale and customs union theory", Journal of Political Economy, n° 80, p. 456-475

Cox (D.) et Harris (R.) (1985)

"Trade Liberalisation and Industrial Organisation: Some Estimates for Canada", Journal of Political Economy, n° 93, p. 115-145

Darvas (Z.) et Szapary (G.) (2004)

"Business Cycle Synchronisation in the Enlargement EU: Comovements in the New and Old Members", Magyar Nemzeti Bank, Working Paper

Dorrucci (E.), Firpo (S.), Fratzsdher (M.) et Mongelli (F.P.) (2002)

"European integration: What lessons for other regions? The Case of Latin America", Banque centrale européenne, Document de travail, n° 185, octobre

Frankel (J.A.) (1997)

"Regionalization of the world economy", Chicago: University of Chicago Press – "Regional trading blocs in the world economic system", Washington D.C.: Institute for International Economics

Frankel (J.A.) et Rose (A.) (1998)

"The endogeneity of the optimum currency area criteria", Economic Journal, vol. 108, juillet

Garrett (G.) et Tsebelis (G.) (1996)

"An Institutional Critique of Intergovernmentalism", International Organization 50, p. 269-299

Haas (E.) (1964)

"Beyond the Nation State", Stanford, CA: Stanford University Press

Harrison (G.W.), Rutherford (T.F.) et Tarr (D.G.) (1994)

"Product standards, Imperfect Competition and the Completion of the Market in the European Community", Banque mondiale, Mimeo n° 6

Henning (C.R.) (2005)

"Regional Economic Integration and Institution Building", dans "Regional Economic Integration in a Global Framework", Banque centrale européenne et Banque populaire de Chine, mai

Italianer (A.) (1994)

"Whither the Gains from European Economic Integration", *Revue Économique*, p. 689-702

Jaumotte (F.) (2004)

"Foreign Direct Investment and Regional Trade Assessments: The Market Size Effect Revisited", Fonds monétaire international, *Document de travail*, n° 04/206

Kahler (M.) (1995)

"International Institutions and the Political Economy of Integration", Washington: Brookings Institution

Krugman (P.R.) (1991)

"The Move Toward Free Trade Zones" dans "Policy Implications of Trade and Currency Zones", colloque parrainé par la Banque fédérale de réserve de Kansas City, Jackson Hole, Wyoming, 22-24, août

Krugman (P.R.) et Venables (A.J.) (1993)

"Integration, Specialization and Adjustment", NBER, *Document de travail*, n° 4559

Lewis (J.D.) et Robinson (S.) (1996)

"Partners or Predator? The Impact of Regional Trade Liberalization on Indonesia", *Policy Research Working Paper 1626*, Country Operations Division, Banque mondiale, Washington, D.C.

Mattli (W.) (1999)

"The Logic of Regional Integration: Europe and Beyond", New York, NY: Cambridge University Press

McKinnon (R.) et Schnabl (G.) (2003)

"Synchronised Business Cycles in East Asia and Fluctuations in the Yen/Dollar Exchange rate", *The World Economy*, vol. 26, n° 8, p. 1067-1088, août

Moravcsik (A.) (1991)

"Negotiating the Single European Act: National Interests and Conventional Statecraft in the European Community", *International Organization* 45, p. 19-56

Moravcsik (A.) (1995)

"Liberal Intergovernmentalism and Integration: A Rejoinder", *Journal of Common Market Studies*, n° 33, p. 611-628

Moravcsik (A.) (2005)

"The European Constitutional Compromise and the Legacy of Neofunctionalism", *Journal of European Public Policy*, p. 1-37, avril

Mundell (R.) (1961)

"A Theory of Optimum Currency Areas", *American Economic Review*, n° 4, p. 657-665, septembre

Nye (J.S.) (1971)

"Peace in Parts: Integration and Conflict in Regional Organization", Boston: Little and Brown

Padoa-Schioppa (T.) (2004 a)

"East Asian Monetary Arrangement: A European Perspective", *International Finance*, 7:2, p. 311-323

Padoa-Schioppa (T.) (2004 b)

"Europe, a civil power: Lessons from EU experience"

Soloaga (I.) et Winters (L.A.) (1999)

"How Has Regionalism in the 1990s Affected Trade?", Banque mondiale, *Policy Research Working Paper Series* n° 2156

Stone Sweet (A.) et Sandholtz (W.) (1998)

"Integration, Supranational Governance, and the Institutionalization of the European Policy" dans Sandholtz (W.) et Stone Sweet (A.) (eds) "European Integration and Supranational Governance", Oxford, UK: Oxford University Press

Strauss-Kahn (M.O.) (2003)

"Regional currency areas: a few lessons from the experiences of the Eurosystem and the CFA franc zone" dans "Regional currency areas and the use of foreign currencies", Banque des règlements internationaux, Département monétaire et économique, *BIS Papers*, n° 17, septembre

Strauss-Kahn (M.O.) (2004)

« Efficience du *policy-mix* à l'heure de la globalisation financière », BEAC – Colloque : *Rôle et fonction d'une Banque centrale à l'ère de la globalisation*, p. 38-51

Vamvakidis (A.) (1998)

"Regional Integration and Economic Growth", Banque mondiale, *Economic Review*, 12 (2): p. 251-270

Viner (J.) (1950)

"The Customs Union Issue", *Carnegie Endowment for International Peace*, New York

ANNEXE I

Liste des régions et sigles

UNION EUROPÉENNE (UE)		ASSOCIATION DES NATIONS DU SUD-EST ASIATIQUE (ANSEA)	
UE 6	Allemagne Belgique France Italie Luxembourg Pays-Bas	Brunei Darussalam Cambodge Indonésie Laos Malaisie Myanmar Philippines Singapour Thaïlande Vietnam	
UE 15	UE 6 Autriche Danemark Espagne Finlande Grèce Irlande Portugal Royaume-Uni Suède	ASEAN + 3 Chine Japon Corée du Sud	
UE 25	UE 15 Chypre Estonie Hongrie Lettonie Lituanie Malte Pologne République tchèque Slovaquie Slovénie	MARCHÉ COMMUN DU SUD (MERCOSUR) Argentine Brésil Paraguay Uruguay États membres associés : Bolivie Chili Colombie Équateur Pérou Venezuela	
ZONE EURO		ACCORD DE LIBRE ÉCHANGE NORD AMÉRICAIN (ALENA)	
	Allemagne Autriche Belgique Espagne Finlande France Grèce Irlande Italie Luxembourg Pays-Bas Portugal	Canada États-Unis Mexique	
		COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE DE L'AFRIQUE CENTRALE (CEMAC)	
		Cameroun Gabon Guinée équatoriale République centrafricaine République démocratique du Congo Tchad	
		UNION MONÉTAIRE ET ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (UMEOA)	
		Bénin Burkina Faso Côte d'Ivoire Guinée-Bissau Mali Niger Sénégal Togo	

ANNEXE 2

Pourquoi les pays forment-ils des unions régionales ?

Dans son article de référence, Balassa (1961) a identifié cinq étapes de l'intégration régionale :

- la zone de libre échange (suppression des droits de douane entre les membres) ;
- l'union douanière (adoption d'un tarif extérieur commun) ;
- le marché commun (libre circulation du travail et du capital) ;
- l'union économique (coordination des politiques économiques) ;
- l'intégration économique complète (monnaie commune et systèmes budgétaires intégrés).

La littérature économique relative à l'intégration régionale s'appuie sur cette « classification ». Les trois premières formes d'intégration régionale correspondent généralement à des accords commerciaux régionaux (ACR).

La raison la plus évidente de participer à des accords régionaux réside dans la volonté de développer les échanges commerciaux afin d'accroître le bien-être. Les modèles fondés sur la théorie classique du commerce international reposent sur les hypothèses de concurrence parfaite et de rendements constants. Viner (1950) montre que la formation d'une union douanière a une incidence ambiguë sur le bien-être. Même si un accord commercial régional tend à développer les échanges commerciaux entre les membres (effets de « création d'échanges »), il peut également conduire à réorienter les échanges d'une zone à faibles coûts ne faisant pas partie de l'accord commercial régional vers une zone à coûts plus élevés située au sein du dispositif (effets de « détournement d'échanges »). Les modèles d'économie géographique fondés sur la nouvelle théorie du commerce international reposent sur les hypothèses de concurrence imparfaite, d'économies d'échelle et de phénomènes de contagion localisés. Corden (1972) explique que les ACR permettent aux entreprises des pays membres de réaliser des économies d'échelle plus importantes, de telle sorte qu'elles peuvent baisser leurs prix à la production (effet de « réduction des coûts »). Krugman (1991)

et Krugman et Venables (1993) montrent que l'intégration économique pourrait aboutir à un équilibre « centre-périphérie » dans lequel toutes les entreprises seraient concentrées sur un petit nombre de lieux géographiques.

Différentes méthodologies ont été appliquées pour procéder à des évaluations empiriques des effets des ACR. Le modèle de gravité a été largement utilisé dans l'analyse empirique du commerce international (Frankel, 1997 ; Soloaga et Winters, 1999). Il démontre que le volume des échanges entre deux pays est corrélé positivement avec la taille globale de ces économies (PIB) et leur niveau global de développement économique (revenus par habitant) et négativement avec les coûts de transport (mesurés approximativement par la distance entre les deux pays partenaires, leurs superficies et l'existence de frontières terrestres communes). Généralement, ces modèles concluent principalement que, dans la plupart des ACR, la création d'échanges est plus importante que le détournement de commerce. Une autre approche empirique met l'accent sur les effets des ACR sur la croissance économique. À l'aide de régressions linéaires, cette approche réalise des estimations des modèles de croissance, comprenant des variables muettes ou des approximations de l'intégration régionale. Les études existantes indiquent que certains ACR ont une incidence positive sur la croissance (Coe et Moghadam, 1993 ; Italianer, 1994 ; Vamvakidis, 1998). D'autres travaux empiriques utilisant des modèles d'équilibre général calculable et des techniques de calibrage analysent les effets des ACR en termes d'échanges et de bien-être. Les estimations relatives à l'Aléna montrent que l'appartenance à ce dispositif devrait être bénéfique à tous les pays concernés. Les estimations empiriques concernant le Marché unique européen indiquent que les pays membres devraient tirer profit de la suppression des barrières internes faisant obstacle à la libre circulation des biens, des services, du travail et des capitaux (Balassa, 1961 ; Cox et Harris, 1985 ; Harrison, Rutherford et Tarr, 1994 ; Lewis et Robinson, 1996).

Bien que les études empiriques et théoriques sur les effets des ACR se concentrent principalement sur les flux commerciaux, d'autres raisons économiques peuvent inciter les pays à rejoindre de tels dispositifs. Premièrement, la mise en place d'un accord commercial régional donne probablement au pays membre un avantage sur des pays similaires en attirant les IDE. La participation à un tel dispositif permet un accès à un marché important, ce qui favorise les IDE. Blomström et Kokko (1997) concluent que les entrées au titre des IDE dans les pays membres de l'Aléna et du Mercosur ont coïncidé avec le processus d'intégration régionale. Jaumotte (2004) démontre que la taille du marché concerné par l'accord commercial régional a eu une incidence positive sur les IDE reçus par les pays membres. Deuxièmement, les ACR peuvent aider à traiter des problèmes régionaux spécifiques, tels que les contrôles aux frontières, les flux migratoires et les réseaux de transport. Les initiatives régionales peuvent contribuer à résoudre ces problèmes au niveau régional plus facilement qu'au niveau national ou mondial. Troisièmement, les

ACR peuvent renforcer les réformes réglementaires ou structurelles domestiques en assouplissant les contraintes politiques. Dans les petits pays où les tarifs douaniers constituent généralement une source importante de recettes budgétaires, les modifications des droits de douane et des volumes d'échanges entraînés par les ACR peuvent entraîner des pertes de revenus pour les pays membres. Participer à un accord régional peut fortement inciter ces pays à entériner des réformes telles que l'introduction d'une nouvelle taxe (par exemple la TVA) pour compenser la diminution des recettes fiscales.

Les objectifs politiques peuvent également constituer une autre motivation importante pour participer à un ACR. L'expérience européenne tend à indiquer que les accords commerciaux peuvent être considérés comme une première étape vers un approfondissement des relations politiques. L'Asean traduit clairement une volonté politique de garantir la stabilité régionale : les considérations géopolitiques et de sécurité sont à l'origine de cette initiative.